

NOTE DE SERVICE

N° 04-028-A7-P-R du 25 mars 2004

NOR : BUD R 04 00028 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RECOUVREMENT DES CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AU DOMAINE.
TRAITEMENT DES VERSEMENTS DE LA CRAM DANS LE CADRE DES VALIDATIONS
DE SERVICES AUXILIAIRES.

ANALYSE

Notification d'une lettre dépersonnalisée

Date d'application : 25/03/2004

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; RECOUVREMENT DES PRODUITS DIVERS ; COMPTABILITÉ ; VALIDATION DE SERVICE ;
CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE ; AUXILIAIRE ; VERSEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RGP	DOM										

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

Plusieurs Trésoreries Générales ont appelé l'attention sur les versements des CRAM dans le cadre des validations de services auxiliaires des agents de la Fonction Publique.

En effet, des écarts sont constatés entre les versements arrondis effectués par les CRAM et les pièces justificatives qui accompagnent ces versements.

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance des Trésoriers-payeurs généraux la teneur de la lettre dépersonnalisée ci-jointe dans laquelle il est proposé une solution comptable afin de pallier les difficultés liées au traitement de ces versements.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le

4ÈME SOUS-DIRECTION
BUREAUX 4A/5A
120, RUE DE BERCY
TÉLÉDOC : 741

75572 PARIS CEDEX 12

LE DIRECTEUR GENERAL
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

À

Affaire suivie par :

Tél :

Fax :

MONSIEUR LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL

Service Recouvrement Produits Divers

OBJET : Versements de la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) / Validation de services auxiliaires.

Par échanges de méls entre nos collaborateurs, mon attention a été appelée sur les difficultés rencontrées par vos services pour le traitement des versements effectués à votre caisse par la CRAM, dans le cadre des validations de services auxiliaires des agents de la Fonction publique.

Ainsi, pour les fonctionnaires ayant obtenu la validation de leurs services auxiliaires, la CRAM est tenue de reverser à l'Etat les cotisations ouvrières et patronales de la période à valider.

A l'appui des versements, la CRAM produit un état nominatif par ordonnateur. Cet état présente le détail des sommes reversées au titre de la part « agent » et de la part « employeur » pour chaque agent concerné appartenant à un même ministère.

Le détail de chaque part est exprimé au centime d'euro près, mais le total des deux parts est arrondi à l'euro le plus proche et correspond au montant du transfert de fonds.

Lorsqu'un versement concerne de nombreux agents et différents ministères, le cumul des montants arrondis peut présenter un écart pouvant atteindre plusieurs euros avec la totalisation des deux parts ventilées.

Vous signalez que cet écart est le plus souvent négatif et que le versement d'un montant inférieur au montant dû ne permet pas une imputation comptable au titre de chaque part à hauteur des montants mentionnés sur les états.

Vous avez souhaité connaître mon avis à ce sujet et, dans l'attente, vous avez porté ces versements sur un compte d'imputation provisoire de recettes.

Une enquête téléphonique menée auprès d'autres trésoreries générales a fait ressortir le même type de difficultés. Ce problème devra donc être examiné au plan national, en liaison avec le service chargé de la conception de l'application utilisée par les CRAM.

Avant de pouvoir régler définitivement cette question avec les CRAM par une solution informatique appropriée, je vous propose de traiter les versements selon les principes suivants :

- imputation en priorité au compte 901.550 « *Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat* » ligne 501.22 « *Validations des services auxiliaires – part salariale reversée par le régime général – recettes au comptant* » pour le montant exact de la part « agent » ;
- imputation de la différence au compte 901.590 « *Divers* » à la ligne 805.02 « *Validations des services auxiliaires – part patronale reversée par le régime général – recettes au comptant* ».

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114